



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@wanadoo.fr – <https://www.fnlp.fr>

- COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

*A travers toute la France, la Libre Pensée a participé
aux manifestations de soutien au peuple palestinien*

A Nantes (44)



A Avignon (84)



Allocution de Marie-odile PONZIO, Présidente de la Libre Pensée de Vaucluse

La **Libre Pensée** est ici pour dénoncer le sort fait au peuple palestinien colonisé, privé de sa terre et de ses droits depuis des décennies. Nous ne sommes pas de ceux qui renvoient dos à dos oppresseurs et opprimés.

La situation des palestiniens et des arabes d'Israël est atroce, souffrant de vexation, de racisme d'État, d'apartheid, de restriction de liberté et d'attaques régulières par des bandes de fanatiques d'extrême droite alliée au gouvernement **Netanyahou**. Aucun peuple, aucune composante de la région ne peut être libre et vivre en paix dans ces conditions.

La **Libre Pensée** rappelle également la nécessité de défendre ici en France le droit de manifester et la liberté d'expression. La Libre Pensée dénonce l'arrestation du Président de l'**Association France Palestine Solidarité** (AFPS), **Bertrand Heilbronn** ce 12 mai à l'issue d'un rendez-vous avec le ministère des affaires étrangères.

La **Libre Pensée** dénonce l'interdiction de la manifestation à Paris par le Préfet **Lallemand** sur ordre de **Darmanin** avec le soutien de **Manuel Valls**, ce politicien qui manifestait, il y a peu, avec l'extrême-droite espagnole, en soutien à la monarchie franquiste.

Cette arrestation du président de l'**AFPS** et l'interdiction de manifester à Paris, étendue à Strasbourg et Nice, participent de l'établissement d'un État autoritaire. Violences contre les manifestations de travailleurs, lois anti-laïques, fichage des militants et des opinions des citoyens, nous ne laisserons pas enterrer nos libertés si chèrement acquises.

Ce qui se joue en Palestine comme dans tout pays où un peuple est opprimé nous concerne toutes et tous. Soutenir le peuple palestinien, c'est refuser un monde de racisme, d'apartheid, d'enfermement.

*Défendre nos libertés en France,
c'est dire non à tous les totalitaires !*



A Niort (79)



Vu sur Médiapart

L'indispensable solidarité avec le peuple palestinien doit pouvoir s'exprimer

Le gouvernement français vient de passer un cap. Alors que la population palestinienne de Gaza subit la terreur et les destructions des bombardements par Israël, le gouvernement français n'a toujours pas condamné ces bombardements aveugles ni la nécessité de protéger la population palestinienne. Et maintenant c'est l'expression de la solidarité à l'égard du peuple palestinien qu'il a décidé de faire taire.

Mercredi 12 mai le président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) était mis en garde à vue suite à l'interdiction d'un rassemblement à Paris. Le 13 mai le **ministre de l'Intérieur** a annoncé vouloir faire interdire toutes les manifestations en solidarité avec le peuple palestinien à Paris le samedi 15 mai.

Depuis des semaines, l'armée d'occupation harcèle les Palestiniens de Jérusalem. Cette même armée a pénétré dans les lieux saints (jusqu'à l'intérieur de la mosquée d'Al Aqsa) pour y tirer sur les fidèles. Elle a assuré la protection de centaines de militants racistes criant « *mort aux arabes* » à Jérusalem. Elle protège les colons armés qui agressent les Palestiniens menacés d'expulsion dans le quartier de Sheikh Jarrah et de Silwan. En Cisjordanie la répression s'abat aussi sur la population : 10 morts ce 14 mai, assassinés par l'occupant. Les Palestiniens d'Israël, quant à eux, paient le prix d'un racisme institutionnel enraciné dans la société israélienne.

Ces faits n'ont suscité aucune condamnation de la France qui continue de renvoyer dos à dos l'opresseur et l'opprimé, l'occupant et l'occupé. Cela ne fait qu'accroître la colère et la révolte.

L'AFPS est scandalisée par cette nouvelle décision du préfet de Paris sous ordre d'un ministre de l'Intérieur qui justifie cette interdiction par des supposés troubles à l'ordre public. Elle soutient le référé qui a été déposé contre l'interdiction de manifester. Ce sont les interdictions qui créent les troubles à l'ordre public et non l'inverse. Monsieur **Darmanin** joue les pyromanes. Il portera la responsabilité des dérapages qui pourraient advenir suite à cette interdiction.

Le 14 mai, le ministre Darmanin en rajoute dans l'outrance laissant entendre que les manifestations en solidarité avec le peuple palestinien sont des manifestations antisémites. C'est scandaleux et indigne. Nous avons le droit de contester le régime israélien d'oppression et de domination sans être insultés et muselés. Nous avons le devoir de dénoncer les violations du droit international. La France a déjà été condamnée par

la Cour européenne des droits de l'Homme pour entrave à la liberté d'expression. Ces violations doivent cesser.

L'émotion est très forte et l'indignation doit pouvoir s'exprimer dans un cadre organisé. Réprimer systématiquement toute expression de solidarité à Paris voire dans d'autres villes est une tendance extrêmement dangereuse. Dans de nombreuses villes de France des manifestations se sont tenues depuis une semaine à l'appel de collectifs d'organisations. Toutes se sont passées sans le moindre incident. Des dizaines de rassemblements sont programmés samedi 15 mai. **La solidarité avec le peuple palestinien s'exprimera malgré les défenseurs inconditionnels d'un État criminel.**

Nous allons avec nos partenaires prendre des initiatives pour que le droit à manifester notre solidarité avec le peuple palestinien à Paris et partout en France soit restauré.

*Le Bureau National de l'AFPS
Le 14 mai 2021*



Ajaccio : une centaine de personnes rassemblées pour « une paix durable entre Palestiniens et Israéliens »

La rédaction le Lundi 17 Mai 2021 à 20:45 (*Corse Net Infos*)

Après la manifestation parisienne en soutien au peuple palestinien, ce lundi 17 mai après-midi à l'appel de **l'Association Per a Pace** une centaine de personnes se sont tout rassemblés devant la prefecture d'Ajaccio pour apporter leur soutien à la Palestine.

Dans un appel lancé par **Per a Pace/Pour la Paix**, Corsica Palestina, Utopia Droits Paysans, APTCA (Tunisiens de Corse), Ava Basta, **La Libre Pensée**, la CGT Corse du Sud, la FSU Corse du Sud, *Inseme à Manca/Ensemble*, La France Insoumise, le Parti Socialiste Corse du Sud, le Parti Communiste Français 2A et 2B, en réaction à l'escalade des violences israéliennes en Palestine et l'absence d'implication de la France et de l'Europe, les manifestants ont lancé un nouvel appel unitaire à la paix.

